

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Jérôme Ferraro : Résiliation judiciaire, prise d'acte de la rupture et office du juge (réflexions à propos de l'arrêt du 16 février 2005).

Valérie Lacoste-Mary : Inaptitude et engagement de la procédure de licenciement : l'absence de discrimination.

DOCUMENT

La représentation obligatoire des salariés devant la Cour de cassation par des avocats aux Conseils - Recours de la CGT contre le décret du 20 août 2004.

JURISPRUDENCE

Voir notamment :

L'indemnisation du conseiller prud'hommes dont la réintégration n'est pas exécutée par l'employeur malgré l'annulation de l'autorisation administrative de licenciement.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 novembre 2004 - Note Francis Saramito (p. 403)

Les contreparties à l'obligation de port d'une tenue de travail.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 janvier 2005 ; Cour d'appel de Grenoble (Ch. Soc.) 1^{er} décembre 2004 ; Conseil de prud'hommes de Grenoble (Ind. - dép.) 9 décembre 2002 - Note Michel Miné (p. 405)

L'application de l'article L. 122-12 CT aux relations entre une association et une région.

Conseil de prud'hommes de Montpellier (référé) 30 décembre 2004 - Note Stéphane Ducrocq (p. 411)

L'appréciation souveraine des juges du fond en matière d'élément intentionnel de la dissimulation d'emploi salarié.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 janvier 2005 - Note Alex Pomagrzak (p. 414)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Droit social européen : extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Michèle Bonnechère**.

Arrêts récents de la Cour de cassation résumés par **Arnaud de Senga** (pages 3 et 4 de la couverture).



Doctrine :

Résiliation judiciaire, prise d'acte de la rupture et office du juge (réflexions à propos de l'arrêt du 16 février 2005), par **Jérôme Ferraro**, Avocat au Barreau d'Aix-en-Provence 377
 Annexe : CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Contrat de travail – Résiliation judiciaire à l'initiative du salarié – Licenciement ultérieur pour inexécution de ses obligations – Obligations du juge (deux espèces).
Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 16 février 2005 380
Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 5 avril 2005 380

Inaptitude et engagement de la procédure de licenciement : l'absence de discrimination, par **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de conférences à l'Université Montesquieu Bordeaux IV, comtrasec UMR CNRS 5114 381
 Annexe : LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Inaptitude – Convocation à l'entretien préalable antérieure au deuxième examen obligatoire – Licenciement prononcé postérieurement au deuxième examen – Licéité de la rupture (non) – Nullité (non) – Absence de respect de l'obligation de reclassement – Défaut de cause réelle et sérieuse.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 26 janvier 2005 386

Document :

Représentation obligatoire des salariés devant la Cour de cassation par des avocats aux Conseils : recours de la CGT devant le Conseil d'Etat 387

Jurisprudence :

ACCIDENTS DU TRAVAIL – Réparation – Action de la victime en reconnaissance de la faute inexcusable – Prescription – Point de départ – Date de la cessation du versement des indemnités journalières.
COUR DE CASSATION (2^e Ch. Civ.) 18 janvier 2005 395

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE – Remplacement – Recours systématique à des CDD – Absences correspondant à un besoin structurel de main d'œuvre – Emploi lié durablement à l'activité normale et permanente de l'entreprise – Requalification.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 26 janvier 2005 396
Note Arnaud de Senga 396

CONTRAT A DURÉE DÉTERMINÉE – Contrat dépourvu de motif de recours à une durée déterminée – Requalification – Action syndicale en substitution.
CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE BOULOGNE-BILLANCOURT (Section commerce) 23 février 2005 397
Note Pascal Moussy 398

DROIT DISCIPLINAIRE – Rétrogradation – Mutation à un emploi de niveau inférieur consacré par un avenant au contrat de travail signé par l'intéressé – En réalité sanction pour mauvaise exécution prétendue de son travail – Importante diminution de la rémunération – Non-respect de la procédure disciplinaire – Annulation de la rétrogradation.
COUR D'APPEL DE CHAMBÉRY (Ch. Soc.) 25 janvier 2005 399

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES – Vote électronique – Possibilité sous conditions.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 8 décembre 2004 401

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Chauffeur routier – Affectation sur un poste prétendument "plus compatible" avec l'exercice des fonctions – Réintégration dans les fonctions.
COUR D'APPEL DE BESANÇON (Ch. Soc.) 16 novembre 2004 401

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Conseiller prud'homme salarié – Licenciement autorisé par l'inspection du travail – Annulation de l'autorisation par le Tribunal administratif – Réintégration sollicitée par le salarié et ordonnée en référé – Inexécution – Droit du salarié à une indemnité correspondant au préjudice subi entre le licenciement et la réintégration effective.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 30 novembre 2004 403
Note Francis Saramito 403

TEMPS DE TRAVAIL – Mesure – Port d'une tenue de travail imposé – Temps d'habillage et de déshabillage – Obligation de contreparties (oui) – Conditions (trois espèces).

Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 26 janvier 2005	405
Deuxième espèce : COUR D'APPEL DE GRENOBLE (Ch. Soc.) 1^{er} décembre 2004	405
Troisième espèce : CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE GRENOBLE (Industrie - Départage) 9 décembre 2002 ..	407
Note Michel Miné , Professeur associé à l'Université de Cergy	409

TRANSFERT D'ENTREPRISE – Association mettant en œuvre la politique de formation du Conseil régional – Arrêt des subventions – Liquidation – Sort des contrats de travail – Missions ne pouvant être abandonnées et devant être reprises par le Conseil régional – Transfert des contrats (oui).

CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE MONTPELLIER (Référé) 30 décembre 2004	411
Note Stéphane Ducrocq	413

TRAVAIL ILLÉGAL – Travail dissimulé – Heures supplémentaires – Défaut de mention sur le bulletin de paie – Caractère intentionnel du manquement – Appréciation souveraine des juges du fond.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 19 janvier 2005	414
Note Alex Pomagrzak , Union locale CGT de Royan	414

Chroniques jurisprudentielles :

Droit social européen : extraits de décisions sélectionnés et commentés par Michèle Bonnechère :

LICENCIEMENTS COLLECTIFS – Directive 98/59 – Consultation des représentants du personnel – Notification à l'autorité publique – Notion de licenciement – Moment du licenciement.

COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, 27 janvier 2005	416
---	-----

CITOYENNETÉ DE L'UNION – Interdiction des discriminations en fonction de la nationalité – Application à une aide accordée aux étudiants.

COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, 15 mars 2005	418
--	-----

DETACHEMENT DE TRAVAILLEURS DANS LE CADRE D'UNE PRESTATION DE SERVICES – Salaire minimum – Loi de l'Etat sur le territoire duquel s'effectue le travail – Prise en compte des majorations et suppléments versés par l'employeur établi dans un autre Etat membre.

COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, 14 avril 2005	420
---	-----